



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

### GAGEONS QUE LA JUSTICE SE PRONONCE EN FAVEUR DES ENFANTS ET DE LA DIGNITÉ HUMAINE !

A l'appel de toute la CGT, 150 personnes ont manifesté devant le Tribunal correctionnel de Toulouse, ce mardi 19 septembre 2017 à 13 heures, pour demander **la relaxe totale de Céline BOUSSIE, lanceuse d'alerte** qui, dans le cadre de ses responsabilités, a dénoncé des faits de maltraitance institutionnelle en 2013.

Parce que cette salariée, syndiquée militante de la CGT, a eu le courage de faire son devoir de citoyenne, respectant l'éthique professionnelle en portant sur la place publique ce que certain.e.s camouflent ou ignorent depuis plusieurs années, elle se retrouve sur le banc des accusé.e.s pour diffamation !

Le délibéré sera rendu le 21 novembre 2017.

Comme deux lanceuses.ceurs d'alerte avant elle (la première en 1995), cette ancienne employée de l'Institut Médico-Educatif (IME de MOUSSARON) à Condom dans le Gers, est poursuivie par le Centre pour avoir rompu la loi du silence et tenté de faire connaître la vérité.

A plusieurs reprises, ces salarié.e.s ont révélé des faits de maltraitance institutionnelle, corroborés par différentes enquêtes officielles de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) et de l'Agence Régionale de Santé (ARS), puis par un reportage de l'émission de M6 « Zone Interdite ». **Comment expliquer que ce sont des lanceuses.ceurs d'alerte qui sont condamné.e.s : licencié.e.s puis jugé.e.s coupables de diffamation !**

La CGT souhaite que ce procès puisse enfin faire la lumière sur cette « Affaire MOUSSARON ».

Le secteur médico-social est loin d'être le seul concerné par ces situations où des salarié.e.s dénoncent des agissements amoraux, douteux, voire illégaux et maltraitants, c'est une question sociétale.

La CGT et les syndiqué.e.s et les salarié.e.s restent vigilant.e.s quant au traitement de ces situations intolérables. **Gageons que la justice se prononce en faveur des enfants et de la dignité humaine !**

*Montreuil, le 21 septembre 2017*

Case 538  
263, rue de Paris  
93515 Montreuil Cedex

51

Tél : 01.55.82.87.49  
Fax : 01.55.82.87.74  
E-Mail :  
sg@sante.cgt.fr